

# Après-propos

- **Le tourisme responsable entre *toujours plus* et *toujours mieux*.**

« *Mais pour que le tourisme solidaire prenne réellement son essor, encore faudrait-il que les grands du métier s'y intéressent à leur tour.* » (M. Robert, Les Echos, juillet 2003).

Peut-on, aujourd'hui encore, au vu de l'expérience et des *leçons apprises* issues de trois décennies, rien qu'en France, de « gestion intégrée », « gestion patrimoniale », « Agendas 21 Locaux », « plan de développement durable », « chartes d'écologie urbaine », « contrats territoriaux d'exploitation », « contrat de baie et de rivière », « plans de déplacement urbain », « Loi Voynet sur l'aménagement durable des territoires », « Loi Gayssot sur la solidarité et le renouvellement urbain », « schémas de services », « stratégies régionales ou départementales », « directives territoriales d'aménagement », « systèmes productifs locaux »... avoir, en référence, le *sectoriel* et un constant *toujours plus* ?

Les « *grands du métier* » feront-ils mieux, ou autre chose, que communiquer plus adroitement sur leur industrie qui restera massive et extractive pour rentabiliser ses investissements, remplir ses avions, générer des bénéfices à ses actionnaires, externaliser le plus possible coûts salariaux, transactionnels et environnementaux, faire des économies d'échelle, ignorer le non-marchand et récupérer pour son usage quasi-exclusif le meilleur des patrimoines naturels et culturels ? Le doute est permis.

« *Mais pour que le tourisme solidaire prenne réellement son essor, encore faut-il que la crédibilité dans sa contribution en profondeur à un développement équilibré, raisonné et durable soit reconnue et garantie* ».

On aimerait pouvoir lire, ou entendre, une vraie compréhension d'enjeux qui ne peuvent être uniquement la capitalisation boursière et un taux de croissance supérieur... *à quoi* ?

Le tourisme responsable est dans la sphère marchande. Aucun doute là-dessus. Mais il la déborde, largement, et, d'une certaine façon, la transcende. Ses résultats sont réels, comme ses faiblesses. Il progresse, innove, se construit et prouve, même de manière marginale, qu'une alternative à la consommation touristique de masse est possible. Cette alternative est un champ d'expérimentation pour le tourisme de demain, met en valeur la spécificité des lieux, des patrimoines et des cultures locales et teste des pratiques transférables, comme la répartition des bénéfices au sein de la population locale.

## • Le tourisme responsable, une réponse en construction.

Deux cent cinquante pages pour un constat en demi-teinte : le tourisme responsable existe et ses bénéfices pour les populations, et aussi pour les voyageurs, sont tangibles et incontestables. Dans un contexte de paupérisation et de fragilisation politique, militaire, sanitaire, démographique et économique de vastes régions des PMA, l'apport du tourisme responsable est, aux dires des habitants, un réel avantage.

Côté lumière, on relèvera, sans prétention d'exhaustivité, quelques points forts avérés :

- Des prises de risque et des investissements individuels importants ;
- Une volonté de faire co-exister idéal et loi du marché ;
- Des emplois pas ou moins saisonniers ;
- Des conditions de travail améliorées ;
- Une rémunération des prestataires et partenaires supérieure aux pratiques locales ;
- Des revenus monétaires pour la communauté de la destination ;
- Un soutien important à un éventail de micro- ou méso- projets dans les domaines, notamment, du développement rural, de l'éducation, de la santé et de l'artisanat ;
- Une lutte contre l'exode vers les villes et la dévitalisation rurale ;
- Des responsabilités partagées entre partenaires du Nord et du Sud ;
- Une gestion locale effective à différents niveaux de responsabilité ;
- Des préoccupations environnementales mises en pratique ;
- Des formations et des appuis en tourisme mais aussi en développement local ;
- Une revalorisation de certaines traditions, coutumes et cultures locales ;
- Une réappropriation culturelle et du sentiment identitaire ;
- Des relations d'échange et de dialogue moins déséquilibrées et stéréotypées entre visiteurs et visités ;
- Grâce aux échanges, un changement de l'image du Nord au Sud et de l'image du Sud au Nord ;
- Un suivi et un accompagnement dans le temps ;
- Un effort de transparence et de vérité.

Le bilan est loin d'être mince et mérite, d'ores et déjà, d'être légitimement valorisé.

Côté ombre, le tourisme responsable souffre de handicaps structurels et culturels. Là aussi, la liste n'est pas close :

- Une subordination aux règles d'un marché en forte concurrence (effets de modes, aérien imposé, fonctionnement commercial, monopolisation des énergies pour la survie...)
- Une clientèle extérieure très majoritairement aéroportée, très peu de clientèles locales ;
- Une tendance à l'augmentation des volumes et à une prise de risque sur le dépassement des niveaux d'acceptabilité sociale voire environnementale ;
- Un déficit de culture de l'évaluation des effets internes et externes de l'activité touristique ;
- Un manque de crédibilité par rapport au respect des textes engageants choisis par les différentes structures sans ressources visibles affectées à l'évaluation et au contrôle de l'application des chartes et autres textes engageants ;
- Une impossibilité, en l'état actuel, de distinguer nettement l'offre de qualité de l'offre publicitaire ;
- Une pratique de la cooptation entre pairs ;
- Une communication grand public qui simplifie et masque certaines réalités ;
- Une confusion des genres, des thèmes, des notions et des idées dans la communication médias ;
- Une aide au développement globalement encore limitée à des projets ponctuels de type « aide d'urgence » ;
- Une difficulté à entrer dans une logique de territoire en intégrant tous les facteurs de viabilité à long terme (complémentarités des actions, formation, péréquation entre territoires, mécanismes de financement, organisation des filières et de la participation...)
- Absence de planification intégrée ;
- Encore peu de réflexions et d'actions sur le risque de la mono-activité touristique ;
- Encore peu de coopération avec les Autorités locales et les institutions en général ;
- Une absence de signes tangibles de réflexions ou d'actions sur le développement durable global, voire local.

Ces listes goment les différences, les hiérarchies et lissent les particularités. Cas par cas, les acteurs du tourisme responsable évoluent dans leurs pratiques et améliorent en permanence la qualité de leur offre et la crédibilité de leurs engagements. Les points forts et les points faibles sont donc répartis d'une manière très hétérogène dans la famille du tourisme responsable.

Le tourisme responsable est véritablement une réponse en cours de construction, à la marge mais à l'intérieur du tourisme conventionnel. Il en partage le type de relations commerciales et de modes de production-commercialisation, l'obsession de la viabilité financière et de la profitabilité, les techniques de négociations, les contraintes de l'offre de services non touristiques et de la demande de la clientèle.

Mais il s'en distingue radicalement par de nombreux aspects, qui sont loin d'être tous de l'ordre des principes et de la théorie.

### • Le tourisme responsable, défricheur de pistes de progrès.

Les engagements des acteurs du tourisme responsable pris à la lettre imposent d'explorer des domaines peu familiers à la profession. C'est aussi la raison du foisonnement de ce document et les aspects inévitables de dispersion aux quatre coins de la planète « *développement durable* ».

***Sortir de la logique produit-client fait donc sortir les prestataires de services touristiques de leur domaine initial de compétence et de « l'entre soi ».***

C'est la toute première leçon de cette étude. Elle est particulièrement importante car l'échelle territoriale qu'elle permet d'atteindre est celle de l'efficacité : les responsabilités y sont plus faciles à établir, les actions plus commodes à contrôler, et les interdépendances entre acteurs plus aisées à analyser et à prendre en compte. C'est à ce niveau que le minimum de transversalité, au cœur de la notion de développement durable, a le plus de chance d'être mise en pratique.

Dans l'esprit de ce travail, il ne peut s'agir de fournir un catalogue de recettes sur cette transversalité mais de mettre précisément en valeur les ingrédients des recettes. Ce sont plus les *attitudes responsables* que les critères du tourisme responsable qui permettront aux acteurs de produire leurs propres règles adaptées à leurs propres besoins : prêter attention, valoriser les savoirs locaux, respecter les rythmes de la société accueillante...

***L'autre domaine de compétence à investir est donc celui de la construction de son propre « vade-mecum responsable » à partir d'attitudes, de pratiques et de savoir-faire à consolider ou à acquérir.***

Ces nouvelles compétences doivent permettre aux acteurs du tourisme solidaire de conduire des approches partenariales contractualisées avec les autres parties prenantes du territoire : institutions publiques et para-publiques, entreprises, associations, syndicats, groupements professionnels, chercheurs, organes des médias... C'est à cette condition que le tourisme responsable endossera réellement sa part de responsabilité dans l'émergence de projets territoriaux de développement durable.

D'autres enseignements sur la manière de renforcer l'efficacité et la pertinence du tourisme responsable émergent de manière nette de l'étude. Ils se réfèrent à l'ETHIQUE, la CO-OPERATION, la CREDIBILITÉ et la CAPACITATION. Ils sont comptabilisés non pas de manière factuelle, car chaque expérience ou tentative nécessiterait d'en décrire le contexte et les tenants et aboutissants, mais d'une manière générique, plus en accord avec leur valeur comportementale. Chacun est éclairé et validé par une voix autorisée hors du domaine traité, ce qui leur donne un poids supplémentaire. Ce qui suit est donc un *vade-mecum synthétique du tourisme responsable*. Il tient lieu tout à la fois de repère méthodologique, de référence opérationnelle, d'outil de concertation et de pièce d'identité.

- Le *vade-mecum* du tourisme responsable issu des enseignements du terrain.

## L'ETHIQUE

***Le respect fonde une nouvelle attitude entre partenaires et envers l'histoire, la culture et l'écologie des lieux de destinations.***

Nos costumes sont admirés mais comme si la personne qui les porte n'existait pas, c'est ce qui blesse le plus les Indiens.

Rigoberta Menchu, Indienne quiché du Guatemala et prix Nobel de la paix en 1992, citée par Jean Robert, 2002.

Le respect des personnes, visités, visiteurs, partenaires et parties prenantes, est sans doute la valeur la plus partagée dans la communication des acteurs du monde du tourisme responsable. Il est vrai qu'elle fonde la relation de confiance qui doit s'établir entre les personnes impliquées dans un projet qui ne peut être que collectif. Elle est favorisée par les *réunions d'avant-départ*, l'*information écrite et donnée directement aux clients*, l'*encadrement des activités* sur les lieux, les *attitudes personnelles et collectives* dans les relations avec les partenaires, les *chartes* et *codes de conduite* organisant les activités et le fonctionnement des partenariats. Le respect s'étend aussi aux éléments du *patrimoine culturel matériel et immatériel* ainsi qu'aux *ressources naturelles*, y compris les *ressources paysagères*.

***Ecouter et entendre, une attitude apprenante.***

Si le sens n'est pas seul contenu dans le texte, c'est qu'il est contenu dans la situation de communication elle-même et plus précisément dans l'enjeu de la communication, ce que les interlocuteurs recherchent dans ce qu'ils veulent dire et entendre, en fonction, pour rester vague, de ce qu'ils ont dans la tête.

Patrick Schmoll, Ingénieur d'étude, laboratoire Cultures et Sociétés en Europe, CNRS, 1996

On a vu à qu'une critique récurrente des relations Nord-Sud mais aussi entre partenaires du Nord et du Sud, était justement le manque d'écoute des contraintes, besoins, spécificités et opinions des acteurs, depuis l'habitant jusqu'aux Etats en position de négociation désavantageuse face à des interlocuteurs rompus à ces exercices. L'écoute est importante mais la prise en compte de ce qui est exprimé est essentielle. C'est l'*approche par les besoins* qui semble la plus pertinente pour des acteurs qui doivent aussi éviter d'être trop inducteurs. L'*apprentissage réciproque des savoirs et des savoir-être* paraît le corollaire indispensable de l'écoute. Il inscrit le partenariat dans une relation plus égalitaire, *sans leçons à donner* ni paternalisme.

***La transparence, c'est à dire l'accès à l'information et la vérité sur les objectifs, les résultats et les moyens, est la base de la coopération et du partenariat.***

Dans le contexte de la gouvernance [processus de décision collectif n'imposant pas systématiquement une situation d'autorité], l'évaluation et la transparence cessent d'être une option pour devenir un impératif.

H.Schmitt von Sydow & H. Summa, rapport du groupe de travail « Evaluation et Transparence (Livre blanc sur la gouvernance, Chantier n°2 « Légiférer à bon escient », mai 2001).

La transparence est la *racine de la confiance et du succès* dans les relations avec les clients, la viabilité commerciale, l'organisation générale des partenariats et les rapports avec l'administration. Elle facilite l'*approche multiacteur* des problèmes et des décisions et constitue un mécanisme de lutte et de prévention de la corruption et des logiques sectorielles ou individuelles non compatibles.

## La CO-OPÉRATION

***Le partage des compétences et des responsabilités nécessite d'y prêter attention et d'y passer le temps nécessaire.***

[...] dans un système complexe et incertain, pour lequel les différents enjeux sont liés, aucun des acteurs ne dispose de toute l'information et de toute l'autorité pour mener à bien une stratégie d'ensemble inscrite dans le long terme. Cette stratégie ne peut donc émerger que d'une coopération entre les institutions et les différentes parties intéressées, dans laquelle chacune exerce pleinement ses responsabilités et ses compétences.

**Christian Brodhag, Directeur de Recherche, Ecole des Mines de Saint-Etienne, ancien président de la Commission Française du Développement Durable, mars 2001**

A l'évidence, le partenariat élargi que nécessite le tourisme responsable impose de clarifier les rôles et les responsabilités, même si les délais et les processus pour y arriver paraissent démesurés. On sait que les temps de co-construction sont absolument fondamentaux pour la réussite d'un projet collectif. Il faudra donc faire le *repérage des compétences et des personnes ressources*, valider *une organisation collective* - une plate-forme, un comité de pilotage, un groupe d'action local, une association...- et *faire reconnaître ce montage au niveau administratif*.

***La participation est issue de la reconnaissance et du respect de l'autre mais aussi d'une panoplie de techniques spécifiques, voire d'astuces.***

La reconnaissance passe aussi par la possibilité de rencontrer, d'être salué, de pouvoir parler à des personnalités jusque-là inaccessibles. Rencontrer les élus, parler à un technicien, être invité dans une instance publique, et même recevoir et ramener un dossier, un porte-document et un stylo lors d'une participation à un séminaire sont des éléments qui contribuent au sentiment d'être reconnu [...]. On découvre que l'on a des idées qui intéressent les autres, que l'on a des formes d'expression originales ou pédagogiques pour certains publics, que l'on a des capacités à créer, des sensibilités artistiques. Et cette découverte est la meilleure impulsion à l'action.

**Patrick Bodart, Perifaria, & Pierre Mahey, Arpenteurs, Réseau Capacitation Citoyenne, France-Belgique, 2000.**

La reconnaissance de chaque habitant comme acteur potentiel du devenir collectif est la clé d'une participation durable car elle est le ressort de la motivation. C'est au cours des *visites préparatoires*, des *réunions d'échanges et de concertation*, des *circulations de paroles* et des *restitutions des points d'avancées* que se construisent les bases du contrat de progrès collectif. C'est aussi grâce à la reconnaissance de chacun *là où il est* que les activités touristiques - et les autres - auront le plus de chances d'émerger et de se concrétiser.

***La contractualisation interne scelle un pacte de progrès plus qu'un instrument de contrôle.***

Le partenariat est motivé par la reconnaissance d'un manque dans ce que peut apporter une seule équipe, avec sa professionnalité, face à la complexité d'une situation. La reconnaissance de ce manque est considérée comme l'élément déclencheur de la dynamique de partenariat. C'est pour cela que les partenaires éprouvent le besoin d'échanger et choisissent cette logique du complément, de la mise en commun, du partage ou même de la délégation concernant un aspect du problème à résoudre. Cette démarche passe par une contractualisation sous la forme d'une convention, d'un contrat ou d'une charte partenariale. Ceci est la garantie de pérenniser des démarches au-delà de la simple qualité des interactions entre les personnes. Il s'agit d'éviter des partenariats qui ne tiennent que sur les personnes et s'écroulent après leur départ.

**Jean-Luc Guyot, Formateur CAPSAIS Certificat d'Aptitude aux actions Pédagogiques Spécialisées d'Adaptation et d'Intégration Scolaire, synthèse du forum sur le thème du partenariat, CNEFEI 2001-2002.**

Matérialiser dans une *charte de pratiques*, un *contrat de partenariat*, une *charte interne*, un *cahier de procédures* ou tout autre document écrit et validé des *engagements réciproques* sur des objectifs et des résultats à atteindre est une condition importante de réussite. Elle met à *égalité de traitement* tous les partenaires du Sud et du Nord -. Elle doit aussi inscrire les *bases organisationnelles* et porter obligation d'un minimum de *circulation d'informations* dans les circuits de décision.

### ***La contractualisation externe, engagement public de responsabilité et support de l'évaluation.***

- Enseignement d'un code éthique au plongeur : l'enseignement de la plongée devrait comporter une formation portant sur l'impact du plongeur sur l'environnement marin et sur les conséquences de sa consommation (en particulier en eau douce) sur la vie des populations des pays en développement qui accueillent des centres de plongée.
- Connaissance et gestion durable des sites de plongée : chaque centre devrait avoir - au même titre qu'un médecin et des moniteurs - un biologiste responsable de la santé des sites de plongée.
- Aménagement écologique des centres de plongée : chaque centre devrait mettre en place recyclage des eaux usées et adopter de sources d'énergie renouvelable.
- Partage équitable des ressources limitantes avec la population locale : chaque centre devrait définir les ressources fragiles limitantes (en particulier l'eau douce), estimer leur taux de renouvellement, et s'accorder sur un partage équitable avec la population locale.
- Economie solidaire : un pourcentage du prix de la plongée devrait être affecté à un projet de développement local.

**Charte du plongeur - François Sarano, océanologue, ancien Conseiller scientifique du Commandant Cousteau, chargé de la pêche au WWF France, fondateur de Longitude 181 & Vincent Ohl, co-fondateur de Longitude 181, 2002.**

Vis à vis des acteurs et des partenaires du Nord et du Sud, la démarche est identique à la contractualisation interne sur les engagements communs. Elle doit aboutir, par exemple, à une *charte des responsabilités* qui prévoit les conditions et le niveau d'engagement des partenaires, les mesures de suivi du projet dans lesquelles seront définis les axes retenus en priorité pour l'évaluation et les mécanismes de gestion de sa non-observation. La charte des responsabilités, spécifique à chaque situation, devra pouvoir se décomposer en *programmes* et/ou *plans d'actions*.

### ***La co-opération est aussi le banc d'essai du contrat démocratique.***

« Bonnes pratiques » ou « orientations », toutes détaillées qu'elles soient, ne peuvent en aucun cas remplacer les politiques de tourisme adaptées, intégrées et intersectorielles qui seraient indispensables à une nouvelle orientation du tourisme dans le sens d'un développement durable. Une coopération cohérente, responsable et équitable entre tous les partenaires, associant les communautés locales, les peuples indigènes, les autorités politiques, l'industrie touristique, les voyageurs et la société civile au Nord et au Sud, est nécessaire pour esquisser à tous les niveaux les politiques indispensables.

**Christine Plüss, historienne, Déléguée du TEN Tourism European/Ecumenical Network & Martina Backes, réseau DANTE, Groupe de Travail sur le Tourisme et le Développement, 2002.**

Les stratégies territoriales de développement durable, notamment les agendas 21 locaux, mettent en action des procédures multiformes de concertation avec les groupes d'intérêt, les associations, les entreprises et même, lorsque cela est possible, la majeure partie de la population. Ces actions donnent aux politiques locales de développement durable une *légitimation démocratique* que n'ont pas nécessairement les approches nationales ou internationales. De plus, elles sont la condition *sine qua non* de l'implication et de l'appui sans équivoque du public-consommateur-habitant, sans lequel rien de concret ne se fait.

Pour les acteurs du tourisme responsable, être partie prenante ou à l'origine de ces procédures est non seulement une contribution à la vie démocratique locale, mais aussi la garantie d'une *origine concertée*, seul gage réel de viabilité dans le temps.



### ***L'organisation de la coordination, une étape clé.***

Je propose la promotion des programmes de tourisme social en basse saison au niveau européen; dans certains pays européens, ces programmes ont démontré leur efficacité et leur viabilité économique tout en répondant à la demande de voyages des personnes âgées actives. Cette initiative doit réunir les divers niveaux de l'administration publique, les voyageurs et les entreprises du tourisme de tous les pays européens, elle constituerait un pacte de grande envergure contre le caractère saisonnier du tourisme européen.

**Margarita Najera Aranzabal, maire-présidente de Calvià, Majorque**  
« Tourisme, durabilité et gouvernements locaux »

On distinguera au moins trois niveaux d'organisation de la coordination :

- Le premier niveau, celui de l'accompagnement individuel et de la proximité, instaure un *mécanisme de pilotage de l'amont par l'aval*, grâce à une attitude d'écoute, d'attention et de compréhension des partenaires.
- Le deuxième niveau viserait *l'auto-organisation des entrepreneurs* par des dispositifs de formation-conseil, un appui à la concertation avec les grandes entreprises, les collectivités locales, les agences émettrices, voire même les Tours Opérateurs. Un exemple en est la Namibia Community Based Tourism Association qui permet aux entrepreneurs les plus faibles d'être représentés et de disposer d'un support de négociation avec les acteurs du Nord ou avec l'Etat.
- Le troisième niveau est *politique*, illustré par exemple par la proposition d'une politique européenne de tourisme social en basse saison. D'une manière générale, la coordination des politiques sectorielles, base de l'aménagement du territoire, doit soutenir ou être soutenue par le dynamisme des porteurs de projets de tourisme responsable. Cette coordination devrait être, au minimum, de niveau européen.

Ces trois niveaux sont indissociables et le tourisme responsable doit s'attacher y à jouer pleinement son rôle de catalyseur, d'innovation, de réflexion, d'organisation et de montage de projets.

## **LA CREDIBILITÉ**

### ***L'évaluation est un outil de progression agréé et co-construit.***

L'expérience prouve que l'on ne gère pas ce que l'on ne mesure pas. La supériorité actuelle de l'économie d'entreprise vient notamment de l'efficacité des outils opérationnels de gestion qui se sont créés au fil des siècles. Nous avons besoin dans la gestion des territoires de moyens de mesure correspondant aux nouveaux modèles mentaux à promouvoir. Si nous ne disposons que de moyens de mesure tirés du développement matériel, nous ne nous préoccuperons que de lui.

**FPH - Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, Cahier de propositions « Le territoire, lieu des relations: vers une communauté de liens et de partage », Septembre 2001.**

L'évaluation n'est pas considérée ici comme la mesure d'une distance entre un objet et sa norme-étalon. Mais si l'on parle à ce sujet de *culture de la responsabilité*, il faut nécessairement définir un certain nombre de *balises* qui définissent des directions et des attitudes responsables, génératrices de durabilité. L'établissement de ces balises - normes, références... - oblige à travailler collectivement et à générer non seulement des *repères lisibles* - les non-experts exigeront la transparence de l'eau là où les experts indiqueront des valeurs-limites d'éléments chimiques - mais aussi un minimum de vocabulaire commun. La charte de pratique et la charte des responsabilités, d'où sont issues les balises, formeront le cadre et le support de l'évaluation. Il faut signaler ici les efforts méritoires de la plate-forme française du commerce équitable qui, après avoir formalisé une grille d'évaluation de plus de cent cinquante critères de progrès, en a extrapolé, avec l'aide de structures telles que CROQ\*NATURE, TDS et la ROUTE DES SENS, un outil d'audit et de qualification spécifique au tourisme équitable. Cette démarche structurée, qui permet d'identifier au sein de la plate-forme des acteurs reconnus dans le domaine, montre que les principes et les valeurs se déclinent de manière opérationnelle.

***L'action publique est essentielle pour l'impulsion, l'animation, l'organisation et la garantie de crédibilité.***

Pour autant l'action globale de l'état reste indispensable parce qu'il faut ménager une équité entre les territoires, donner des moyens pour soutenir l'innovation, organiser l'observation et l'évaluation, mutualiser la création d'outils adaptés aux besoins, former les décideurs locaux, engager les administrations dans une rénovation du service aux habitants... Mais c'est un nouveau rôle d'un état plus participatif, plus animateur que contrôleur, plus transparent qui reste à inventer.

Michel Briand , adjoint au Maire de Brest chargé de la citoyenneté et des nouvelles technologies,  
« Téléservices publics, usages et citoyenneté », 12<sup>e</sup> colloque du CREIS, 2001.

L'essentiel en matière de développement durable des territoires ne tient pas dans un programme à prescrire, dans une forme idéale et unique, dans une norme homothétique. Il est plus dans un *choix de bonnes pratiques*, ce qui place en première ligne les modes de faire, l'efficacité des procédures et la transparence de ces pratiques.

- On attendrait, dans une approche moderne du rôle des Etats et des administrations territorialisées, qu'ils stabilisent les règles du jeu permettant aux acteurs de définir, avec suffisamment de certitude, leurs stratégies et leurs formes de coopération. Cela suppose la mise en place d'un cadre normatif *constitutif*, faisant reposer l'aménagement du territoire et le développement durable sur des fondements solennels. *Sur quelle convention, quel texte lisible et de quel niveau doit-on s'appuyer et de quelle manière ? De quelles politiques sectorielles faut-il tenir compte en priorité ?* C'est le premier rôle attendu de l'Etat, pourvoyeur, en principe, de clarification, garant de l'intérêt général et respectueux de la diversité.

- La dimension politique publique est en soi *facteur de cohérence globale* pour peu que les relais institutionnels des boucles décision/action/feed-back soient efficaces tant sur le plan qualitatif (objectifs et enjeux mutualisés) que quantitatif (réactivité, maillage). Il revient à la puissance publique d'*assurer le va-et-vient entre les praticiens et les théoriciens*, c'est à dire les producteurs de normes, et à *soutenir l'organisation des acteurs* : prestataires, entrepreneurs, organisations de voyageurs-citoyens, associations... Pourquoi, par exemple, ne pas s'inspirer du mécanisme TFD pour soutenir une plateforme des acteurs du tourisme responsable dans l'objectif de renforcer sa force de pénétration du marché ? *Soutenir l'organisation des acteurs*, le deuxième rôle important de l'Etat.

- Le troisième rôle est celui de l'organisation du *mécanisme d'évaluation externe* couplé à un dispositif de *formation et renforcement des capacités* et de *soutien aux démarches endogènes*. La *co-évaluation* ainsi que la mise en place du *réseau expert pour la coopération dans le domaine du tourisme responsable* prônés dans cette étude en seraient les deux pivots.

L'enjeu technique est d'inventer un processus pérenne de « *labellisation* » (ou reconnaissance) de *démarches territoriales* et non un nouveau label produit. Il garantirait, par là-même, la *crédibilité de l'information promotionnelle*, la *qualité des prestataires* par rapport à leurs chartes internes et les *bonnes directions prises* dans la réalisation des chartes de responsabilités et des plans d'actions territoriaux en découlant.

Cette triple garantie, contenue dans un label de *démarche territoriale développement durable*, serait un soutien considérable à la contribution du tourisme responsable aux objectifs de lutte contre la pauvreté et de mise en pratique des dimensions d'équité, de solidarité, d'exemplarité et des cahiers des charges du développement durable. La société civile - acteurs, praticiens, experts - possède les ressources nécessaires à la réalisation de ce volet sur l'*éthique de la responsabilité*. La détermination de sources pérennes de moyens pour les incorporer dans le mécanisme de garantie serait une action publique majeure, à laquelle reviendrait, au final, l'arbitrage et la décision.



## La « CAPACITATION »

### *La maîtrise des calendriers fait passer des logiques de procédures et de moyens aux logiques d'objectifs et de résultats.*

Ainsi néglige-t-on le long terme, écartant l'idée même de la durabilité dans le développement. Déracinée du milieu naturel, une telle attitude est dépourvue d'une préoccupation collective en faveur du milieu ambiant et de la nature et lorsque naît une certaine inquiétude à ce sujet, c'est qu'il y a une menace pour la consommation et le plaisir immédiat.

**Cristian Parker Gumucio, Directeur du CERC Centro de Estudios de la Realidad Contemporanea, Santiago du Chili, 1995.**

Travailler dans la durée au-delà de la mobilisation sur l'élaboration des projets est un enjeu réel pour la pérennisation des actions du tourisme responsable. La mobilisation des acteurs dans le temps est en partie fonction de la capacité d'influence des promoteurs initiaux, mais elle est également liée à la mise en réseau des acteurs locaux, à leur mobilisation sur des actions apportant une réelle valeur ajoutée en terme de dynamique et d'effets constatés sur le milieu local.

Respecter les temps et les rythmes locaux fait entrer d'emblée les acteurs du tourisme responsable dans une *logique d'objectifs - Quoi faire ?* -, les moyens - *Comment faire ?* - étant mis à une juste place de subordination. Cette logique, assortie d'une formation à la gestion du cycle de projet adaptée à la mise en oeuvre d'une charte, à la gestion des projets solidaires ou à l'élaboration puis à la mise en oeuvre d'un programme d'action intégré, est la première augmentation de capacité - la *capacitation* - à mettre en chantier.

### *La sensibilisation au développement durable par la pratique quotidienne et la réflexion permanente.*

La nécessité de trouver des solutions à des problèmes concrets peut être une bonne incitation au décloisonnement des logiques institutionnelles - et l'échelle territoriale est sans doute plus favorable que d'autres à la recherche de compromis et donc d'intégration. S'il y a quelque part une articulation à trouver entre les trois dimensions constitutives du « développement durable » - le social, l'écologique et l'économique -, c'est probablement au niveau local qu'elle pourra le plus facilement être construite, dans la mesure où c'est aussi à cette échelle que leur contradiction apparaît avec le plus de force et d'évidence.

**Jacques Theys, directeur scientifique et directeur adjoint de l'Institut Français de l'Environnement, Directeur du Centre de prospective et de veille scientifique à la Direction de la recherche des affaires scientifiques et techniques, Ministère de l'équipement, des logements et des transports.**

La sensibilisation au développement durable partirait de situations concrètes et, par exemple, traiterait les thèmes et problèmes de manière participative, coopérative et interdisciplinaire. Les cinq principaux champs d'apprentissage des valeurs et des comportements d'une citoyenneté responsable étant l'interdépendance, l'équité sociale, les conflits et leur résolution, les images et leur perception, les transformations et l'avenir, on voit que cette sensibilisation devrait profiter des moindres espaces, des plus petites occasions, des failles les plus étroites dans le processus tourisme responsable.

*Sessions de sensibilisation* à l'occasion de missions d'expertise, *échanges le soir* entre les habitants et des visiteurs compétents, *organisation de jeux pédagogiques* inspirés des coutumes locales, *exposés magistraux lors des réunions de travail* ou de *validation solennelle...* : les moments et les outils seront forcément à la discrétion des acteurs eux-mêmes, épaulés, ou pas, par des éducateurs et des formateurs plus spécialisés. La sensibilisation au développement durable, ici, est un apprentissage continu de la résolution de problèmes complexes et inter-reliés.

### ***Former, une évidence qui s'impose aussi pour consolider une capacité d'analyse critique.***

La création, la valorisation et l'échange de connaissances scientifiques pluri-disciplinaires et de savoir faire sont indispensables pour atteindre le développement durable.

Déclaration des ONG de la Méditerranée pour Johannesburg, Nice, 12/01/2002.

Les exemples venus du tourisme communautaire en Namibie, en Ouganda et de toutes les formes de micro-tourisme au Maroc, au Burkina ou ailleurs, montrent que la formation à la gestion d'activités touristiques - *la formation aux affaires* - est essentielle. Mais sur d'autres aspects, comme les services financiers et non-financiers, l'animation, la gestion de programmes solides répondant aux intérêts et aux besoins de la communauté concernée, le tourisme responsable a son rôle à jouer.

D'autres formations seront à l'évidence nécessaires tout au long de la démarche. Le pragmatisme sera le maître mot ainsi que le transfert de compétences entre acteurs et partenaires sur place, au niveau régional ou venant de l'extérieur. La formation sera donc transversale et issue d'une double obligation :

- être en capacité d'effectuer *le bon co-diagnostic de territoire* en amont et tout au long de la démarche accompagnée,
- être en capacité de *mettre au point un contrat entre acteurs* (une charte) et *ses déclinaisons pratiques* (les actions et les balises éclairant le cheminement et l'atteinte d'objectifs emboîtés).

Auto-formation, formation sur le tas, formation continue ou initiale... peu importent les modalités. L'enjeu est de permettre aux personnes ressources de ne subir ni les techniques ni les raisons pour lesquelles elles leur sont proposées.

#### **• En guise de conclusion : la durabilité du durable, une illusion moderne.**

*« Le concept de soutenabilité est né sous le double signe du recul de la pauvreté et de la préservation des écosystèmes pour garantir la justice à l'égard des générations actuelles et futures. Il devient crédible et opérationnel si trois principes sont respectés :*

*responsabilité à l'égard des systèmes vivants,  
solidarité à l'égard de tous les êtres humains,  
et économie des ressources naturelles et du travail humain.*

*Tel n'est pas le cas du régime d'accumulation financière qui prévaut dans le monde aujourd'hui et qui rend la soutenabilité impossible parce qu'il tend à accroître constamment le niveau d'exigence de rentabilité servie aux détenteurs du capital. Il ne peut en résulter qu'un affaiblissement de la position des travailleurs (insoutenabilité sociale) et une difficulté croissante à investir dans des processus de production non destructeurs (insoutenabilité écologique). »* (Jean-Marie Harribey, économiste, Séminaire de l'OFCE, 2002).

Le tourisme responsable a beaucoup des clés du trousseau du développement durable, ou en tout cas d'une évolution choisie, plus équilibrée, plus solidaire et plus équitable. Il lui faut cependant accepter de passer les frontières et, pour cela, d'investir dans les partenariats, l'organisation, la formation et l'évaluation et prendre conscience que le rythme du développement est plus lent, fortement, que le rythme commercial et la course à la concurrence.

On s'étonnera peut-être d'avoir vu évoquées rapidement dans cette étude la prospection, la mise en marché et la vente des activités touristiques responsables. C'est volontaire. Les techniques, les médias et les outils existent même si de grandes campagnes de promotion seront nécessaires et, probablement aussi, une organisation des acteurs.

Mais il faudra auparavant, de notre point de vue, que les expériences soient plus solides et plus porteuses d'enseignements parce qu'elles auront été plus avant dans leur logique. Promouvoir à grande

échelle l'offre actuelle à toutes les chances de la déstabiliser, de créer des frustrations et de faire un appel d'air où s'engouffreront pêle-mêle puristes, militants, opportunistes et intérêts monopolistiques. L'inverse de ce que prônerait la responsabilité d'un tourisme facteur de développement durable.

Mais quoi que l'on fasse ou que l'on dise, la clé du succès se trouvera toujours, en fin de compte, dans la capacité à capitaliser l'énergie, l'imagination, la spécificité et les ressources des forces économiques, culturelles, sociales et humaines des territoires au Sud comme au Nord. « *Les peuples indigènes n'ont pas à se plier à l'économie, c'est au contraire l'économie qui devrait se mettre à leur service. Une prise de conscience est nécessaire au niveau national et international. La notion de participation devrait permettre aux autochtones de construire leur futur tel qu'ils l'entendent, hors de toute ingérence de la part des industries et des gouvernements. Les indigènes devraient pouvoir proposer leur propre forme de tourisme sans avoir à subir les schémas établis.* » (C. Della Maggiora, 1999).

La boucle est bouclée : le respect, la proximité, la durée et la co-opération sont les ingrédients de base de l'indispensable approche systémique du tourisme responsable. Pour son propre succès et donc pour une contribution à avenir pensé.

